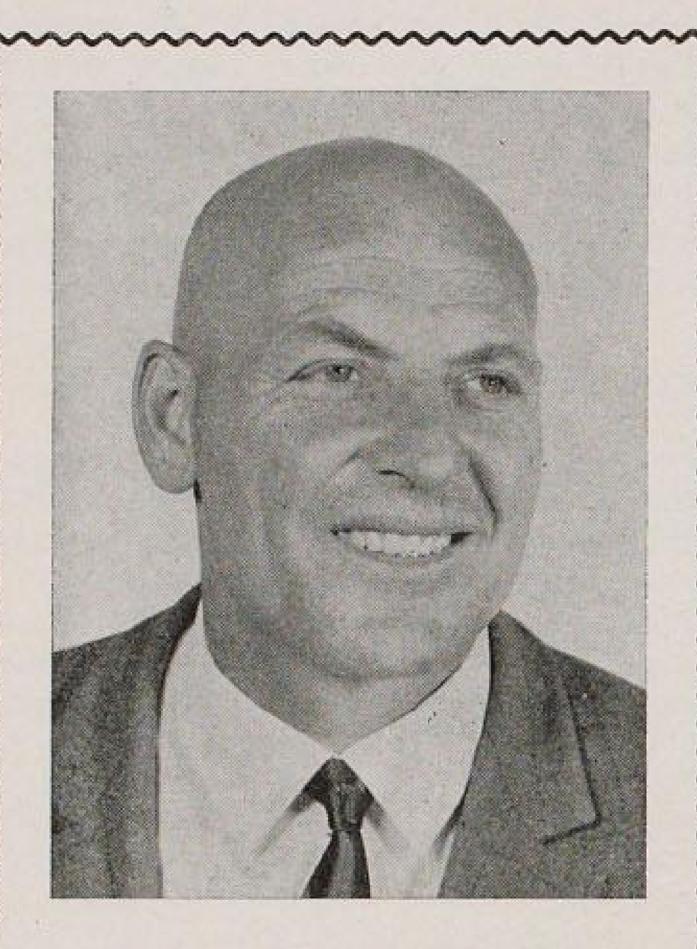
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE — 2e CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Bernard COMONT

et Roger HOLLARD

CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Bernard COMONT

43 ans - Père de famille de 4 enfants

Chef de Section d'Employés à l'Entreprise Thomson

Ancien membre du bureau fédéral de la métallurgie C.F.D.T.

Ancien Secrétaire du Comité Central d'Entreprise des Usines Thomson-Houston

Secrétaire de l'aide aux otages de 1943 à 1944

Médaillé du Travail

Conseiller Municipal de Houilles (Yvelines) de 1959 à 1963

ELECTRICES, ELECTEURS,

C'est en 1943, à 19 ans, que j'ai pris mon premier engagement politique : sous l'occupation plusieurs camarades de travail furent déportés lors d'une rafle dans l'usine ; un bureau d'aide aux familles fut constitué ; j'en assumais alors le secrétariat et la répartition des fonds collectés chaque semaine. Ce fut pour moi un choc dans ma vie de jeune citoyen, une ouverture sur le monde du travail, du social, du politique.

Cette découverte dicte ma vie :

— **de 1945 à 1949 :** j'étais responsable de la J.O.C. dans la région parisienne.

— **en 1947 :** une longue grève me révèle le syndicalisme comme moyen de changer les structures et les adapter au service de l'homme, de lutter pour plus de justice.

Plusieur conflits dans lesquels j'étais pleinement engagé, permirent d'obtenir pour tous les travailleurs :

— 3e semaine de congés payés en 1955 ;

— une retraite complémentaire en 1957 permettant aux vieux travailleurs de vivre plus décemment.

— en 1959 une augmentation de salaire octroyant :
10 % aux ouvriers spécialisés,
6 % aux cadres ;

— la 4e semaine de congés payés en 1962.

Elu membre du bureau fédéral de la métallurgie, je complétais ma formation pour servir à un plus haut niveau le monde du travail. Dans le même temps mon élection comme secrétaire du Comité Central d'Entreprise des usines Thomson-Houston groupant 12 établissements me fait prendre de nouvelles responsabilités d'ordre économique et social dans la gestion et l'animation. Les Ecoles Polytechnique et Sciences Politiques me sollicitaient pour des exposés sur le syndicalisme et le rôle du Comité d'Entreprise.

— de 1959 à 1963 : Conseiller Municipal de Houilles (Les Yvelines) 30.000 habitants, jusqu'à mon départ de la région parisienne.

Depuis mon arrivée en Haute-Savoie en 1963, vous avez pu me rencontrer, me connaître, dialoguer peut-être avec moi au cours de différentes activités : familiales, sociales ou syndicales. Les amis ruraux ou citadins que j'ai découverts m'ont dévoilé tant de richesses humaines et tant de possibilités que je ne doute pas qu'ils aient été sensibles au souffle nouveau qui depuis les premiers jours de mai, passe sur notre pays.

En effet dans les Universités et dans les Usines vient de naitre un formidable mouvement de revendications et de contestations qui met brutalement en lumière les carences du régime gaulliste et son incapacité à satisfaire les véritables besoins de la grande masse des Français.

De plus en plus, depuis la mise en place du régime, les citoyens se sont vus dépossédés du pouvoir de contestation et d'action qui doit être à la base d'une véritable démocratie.

Les Français ont été progressivement dépossédés de leurs responsabilités :

— **Sur le plan politique,** l'administration est devenue toute puissante. Le préfet contrôle les Conseils municipaux et le Conseil général, les C.O.D.E.R. sont composées de personnes choisies par l'administration. L'Assemblée Nationale et le Sénat sont privés de tout pouvoir réel.

— **Dans l'agriculture,** on abandonne les régions « défavorisées »

et on contraint les jeunes à quitter leur ferme, sans garantie d'emploi et sans formation professionnelle.

— **Dans l'enseignement,** l'administration impose ses solutions, décide de la fermeture des écoles ou des lycées, prive notre région des établissements techniques nécessaires, refuse le dialogue avec les maîtres, les étudiants et les parents.

— **Dans l'industrie,** l'Etat et le patronat appliquent leur Ve Plan dont le résultat est le chômage et l'insécurité de l'emploi. Là où les salariés avaient du pouvoir, le Gouvernement le leur enlève par les ordonnances qui donnent au patronat et à leurs alliés le contrôle de la Sécurité Sociale.

— **La politique internationale** de la France est décidée par le chef de l'Etat seul, guidé par des ressentiments personnels ou par une politique de prestige (force de frappe notamment).

Mais la machine administrative moderne n'a pas réussi à écraser l'individu et le mouvement du mois de mai a montré clairement que des forces nouvelles apparaissent en France. Avec le P.S.U., je vous propose de confirmer cette volonté en soutenant le programme suivant :

A LA CAMPAGNE

Nous nous opposons :

— à un Marché Commun qui ne favoriserait que l'agriculture industrielle, au détriment des petits producteurs de lait et de viande.

Nous voulons :

— une politique des prix régionalisés, qui assure une rentabilité normale aux exploitations modernisées ;

— une politique sociale qui permette à ceux qui quittent la campagne pour la ville d'y trouver des avantages ;

et aussi :

— la reconnaissance du pouvoir paysan ;

— la participation directe de la profession agricole aux discussions de Bruxelles ;

— la gestion paritaire des organismes régionaux pour la planification de la production et l'organisation des marchés.

A L'ECOLE

Nous voulons :

— des conditions matérielles permettant à tous des études fructueuses : locaux adaptés à un enseignement moderne, présalaire étudiant, etc... ;

— la création immédiate de postes d'enseignants permettant la réduction des effectifs d'élèves et de meilleures conditions d'enseignement ;

et aussi :

— la reconnaissance du POUVOIR ETUDIANT : maintien des assemblées paritaires étudiants-professeurs pour le contrôle et la gestion démocratique de l'Université ;

— la confirmation par un statut de l'autonomie des Universités dans le cadre de l'Education Nationale ;

— la transformation de la vie de l'Etablissement scolaire, pour que les enseignants y aient une responsabilité effective, que le dialogue professeurs-élèves-parents s'y instaure librement.

A L'USINE

Nous voulons :

— le retour progressif à la semaine de quarante heures, et à toutes mesures qui augmenteraient le temps de loisir des travailleurs tout en libérant des emplois (abaissement de l'âge de la retraite et aménagement des retraites et pensions des vieux travailleurs) ;

— un emploi garanti à chacun, et notamment aux jeunes ;

— l'abrogation des ordonnances pour donner aux travailleurs la gestion de la Sécurité Sociale ;

et aussi :

— la reconnaissance du POUVOIR OUVRIER, ce qui veut dire :

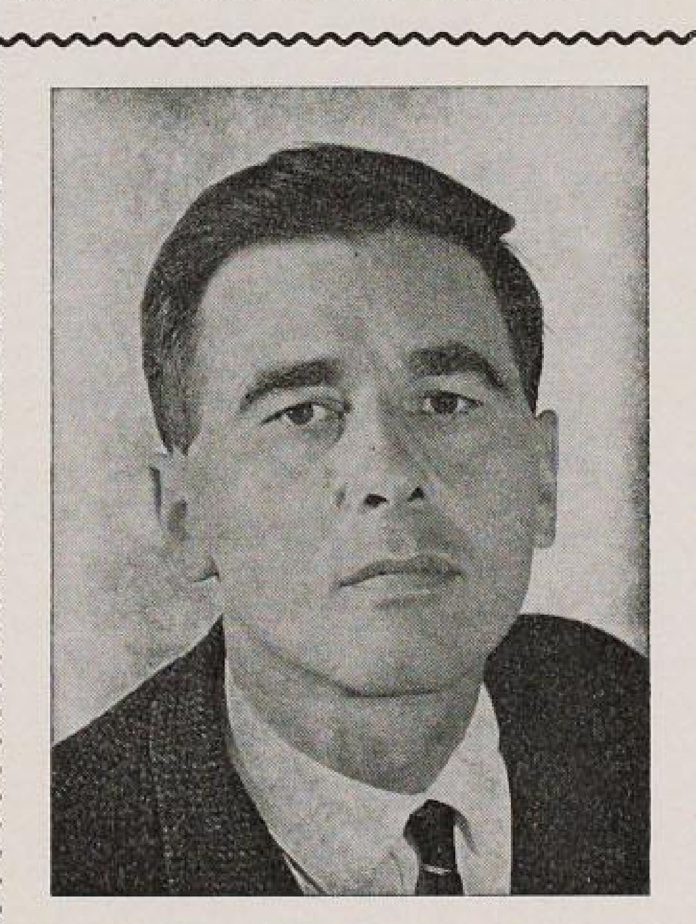
- **d'abord reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et protection légale des délégués syndicaux ;**
- **droit de veto sur les décisions patronales en matière d'emploi et de conditions de travail ;**
- **contrôle des bénéfices et des investissements, grâce à un droit de regard permanent sur la comptabilité.**

A L'EXTERIEUR

La paix et l'amitié avec tous les peuples ; le désarmement atomique et le non-renouvellement du Pacte Atlantique ; une politique économique aidant les pays du Tiers-Monde à se développer en toute indépendance ; une Europe indépendante, unie, pour se libérer de la tutelle technologique de l'Amérique et pour assurer sa propre évolution vers le socialisme.

●

Partout, dans tous les domaines, se pose donc le problème de la responsabilité du citoyen, du travailleur, de l'agriculteur, de l'enseignant. En soutenant ma candidature vous affirmerez donc votre volonté de participer activement à l'instauration d'une société socialiste, adaptée aux progrès techniques, où l'individu sera libre et responsable.



Roger HOLLARD

38 ans - 3 enfants

Professeur certifié de Lettres Classiques au C.E.S. d'Evian

Ancien d'Algérie

Militant du P.S.U.

Typo-Offset Sopizet - Thonon